

1968-1978 : 10 ans de débats entre économistes

Renato Di Ruzza

avril 2008

Il est toujours périlleux de revenir sur un passé somme toute récent pour en retracer l'histoire. Le risque existe en effet de ne pas parvenir aux degrés d'objectivité et de généralité qui seraient nécessaires et que rend plus aisés la mise en perspective historique. Ce risque est d'autant plus grand quand celui qui s'y aventure a lui-même vécu et participé à cette histoire, faite d'enthousiasmes irraisonnés, de discussions passionnées, d'enjeux politiques et sociaux avérés : il s'agissait tout à la fois de comprendre le monde et d'agir pour le transformer. Autant dire que les débats entre économistes à cette époque ne relevaient pas seulement de ce qu'il était convenu de désigner par « la science économique », mais qu'ils redonnaient vigueur à l'ancienne « économie politique » du 19^{ème} siècle. De ce point de vue, la décennie 1968-1978 a certainement constituée « les années de rêve » de l'économie politique, dans la mesure où elle a été caractérisée par l'accomplissement de ce que devrait être le débat entre économistes : reprise, synthèse, prolongement et approfondissement des débats initiés quelques années auparavant, et préfigurations des désillusions et des échecs dont sont porteuses les quelques années suivantes.

Au-delà des événements propres à l'année 1968, le fond des débats entre économistes durant ces dix années tient en peu de mots : la crise économique qui affecte le monde capitaliste, et qui trouve ses origines dans trois ensembles de processus :

- La montée des luttes sociales dans la plupart des pays capitalistes développés ; en France notamment, les conflits des mineurs et des salariés de Sud-aviation en 1963 ont marqués une inflexion radicale dans le rapport des forces entre le capital et le travail ;
- Le mouvement de décolonisation, qui aboutit à des expériences originales de politiques de développement et à l'instauration de structures pluriétatiques importantes ;

- L'émergence des firmes transnationales, qui ouvrent la voie à ce qui deviendra la mondialisation, et qui reconfigurent les rapports nord-sud.

En simplifiant légèrement, deux types de débats traversent les discussions entre économistes : le premier remet en question les grandes théories dans leur capacité à rendre compte du fonctionnement du capitalisme ; le second renvoie plus spécifiquement à la crise et aux interprétations théoriques qu'il convient d'en donner.

Les débats sur les grandes théories

Au-delà du constat de l'inadaptation croissante des politiques économiques keynésiennes, et notamment des politiques de relance (la relance par la consommation qui a suivi les augmentations de salaires de 1968 a eu quelques effets positifs sur l'emploi, quoique d'une durée très brève compte tenu de l'ampleur de ces augmentations, et le plan de relance par l'investissement de 1975, dit « plan Chirac », a été un échec), les deux grands « paradigmes » que constituent la théorie néoclassique et la théorie marxiste subissent des remises en cause suffisamment radicales pour qu'il soit possible de parler d'une « crise de la science économique ».

Le débat sur la cohérence interne de la théorie néoclassique

Le débat sur la cohérence interne de la théorie néoclassique occupera une bonne partie des économistes universitaires durant de nombreuses années, et donnera lieu à d'abondantes publications. Il est la reprise et l'approfondissement par les économistes français d'une polémique qui a opposé les deux Cambridge (en Grande Bretagne où se sont regroupés les post-keynésiens comme Joan Robinson et quelques marxistes italiens comme Piero Sraffa et Pierangelo Garegnani, et aux Etats-Unis, au MIT, où sont localisées les grandes figures de la

pensée néoclassique), et dont l'enjeu était de savoir si la théorie néoclassique était en capacité logique, dans le cadre de ses propres hypothèses, de fournir une interprétation cohérente des principales variables économiques du capitalisme (et notamment du taux d'intérêt ou du taux de profit). Cette polémique débute en réalité dans les années 1950 par une simple question que pose Joan Robinson aux théoriciens néoclassiques : comment mesurer la quantité de capital dès lors qu'il est constitué d'au moins deux biens différents ?¹ Il est certainement hors de propos d'entrer dans le détail de cette polémique qui par bien de ses aspects était essentiellement mathématique, sans aucune référence à la réalité économique et sociale du moment. Il suffit d'insister sur un certain nombre de conséquences qu'elle a engendrées.

1. La théorie néoclassique subit un affaiblissement considérable dans toutes ses versions : la version macroéconomique qui repose sur la « fonction de production » est inutilisable ; la version monétariste est radicalement critiquée, et la version microéconomique en termes d'équilibre économique général n'est logiquement valide que dans des cas très particuliers².
2. En contre point, la théorie « classique », aussi bien dans sa version ricardienne que dans son interprétation marxienne, ressurgit et influence de nombreux économistes. Prenant pour base l'ouvrage de Piero Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises*, paru en 1960 en Grande Bretagne et traduit en français en 1970, ils remettent en vigueur les concepts de surproduit et de prix de production, et rappellent que la répartition du revenu entre salaires et profits résulte du partage conflictuel de la valeur du surproduit.
3. L'appel à « l'outil mathématique » connaît un essor considérable : à partir du moment où la cohérence interne des théories doit être examinée avec soin, la logique mathématique est indispensable. Toutes les théories sont concernées : apparaissent ainsi des « mathématisations » de la théorie ricardienne et de la théorie marxiste, et en conséquences des incohérences qui les affectent sont mises en évidence.

¹ Elle rapporte cette histoire dans un ouvrage très lisible, *Les hérésies économiques*, qu'elle publie en 1971 et qui sera traduit en français en 1972 aux éditions Calmann-Lévy

² Sur tous ces points, cf. le bel article bien que difficile à lire de Gérard de Bernis, « Les limites de l'analyse en termes d'équilibre général », *Revue économique*, 1975

4. Enfin, dès lors que toutes les théories sont ainsi « passées à la moulinette » de la critique interne, c'est le « vieux » thème de Karl Marx qui refait surface : il faut faire la « critique de l'économie politique », c'est-à-dire de toute théorie économique.

Le débat sur le renouvellement de la théorie marxienne

Après avoir vécu sur les approfondissements de Lénine, Boukharine, ou encore de Rosa Luxemburg, la théorie marxienne connaîtra de nombreux débats qui aboutissent dans la décennie 1968-1978 à un profond renouvellement.

La question de la nature de la croissance capitaliste de l'après deuxième guerre mondiale a été la première à être abordée. La théorie du Capitalisme monopoliste d'Etat (CME), élaborée par des marxistes communistes regroupés autour de la revue *Economie et politique*, commence à se constituer dans les années 1960, avec l'ambition de sortir d'un certain nombre d'idées qui passaient pour acquises, comme la permanence de la crise ou la paupérisation des travailleurs. En 1966 est organisé un colloque portant sur le CME, défini comme la phase contemporaine du capitalisme, et mettant en évidence le rôle particulier de l'Etat dans la croissance. A un niveau plus théorique, Paul Boccara établit les bases analytiques de ces travaux, approfondissant et prolongeant les développements de Karl Marx sur la suraccumulation et la dévalorisation du capital. Ce travail aboutira à la publication en 1971 du *Traité marxiste d'économie politique*, qui fournit, en même temps qu'une explication de la croissance des années 1950-1960, une première analyse structurelle de la crise économique qui débute.

Concomitamment, et en référence à ces travaux sur le CME mais en leur reprochant leur trop grande proximité avec l'orientation politique du Parti communiste, d'autres courants cherchent à rénover l'analyse économique marxienne en France. Influencés par le philosophe Louis Althusser (qui publie en 1965 *Lire le Capital* et *Pour Marx*) qui entreprend de redonner à la théorie marxiste toute sa rigueur scientifique, certains économistes tentent une synthèse entre le marxisme et le structuralisme : la question de l'Etat est revue d'un point de vue moins « économiciste » et intègre les apports d'Antonio Gramsci (Nikos Poulantzas), la rationalité

économique et revisitée à la lumière des rationalités extraéconomiques (Maurice Godelier), les rapports nord-sur sont analysés en termes d'articulation de modes de production (Pierre-Philippe Rey), la théorie de l'impérialisme est reformulée pour en faire une caractéristique consubstantielle au capitalisme (Christian Palloix), le sous-développement des uns est présenté comme la conséquence du développement des autres (Jacques Freyssinet et Gérard de Bernis), la planification est repensée pour être mise à la disposition des pays du Tiers-Monde (Charles Bettelheim), les relations économiques internationales sont perçues comme étant à la source d'un échange inégal (Arghiri Emmanuel), etc. L'ensemble de ces analyses nouvelles ont en commun le fait qu'elles s'inscrivent dans un climat de débats passionnés, de polémiques longues, que tentait d'organiser, tant bien que mal le Centre d'études et de recherches marxistes.

Ce foisonnement d'idées nouvelles a indubitablement bénéficié d'une série de travaux non moins originaux menés dans le monde entier par les marxistes. Aux Etats-Unis, Paul Baran et Paul Sweezy analyse le capitalisme américain en suggérant que la loi de baisse tendancielle du taux de profit a été remplacée par la loi de hausse tendancielle du taux de surplus, ce qui expliquerait les difficultés du capitalisme à trouver des débouchés. En Grande Bretagne, Maurice Dobb reconsidère l'histoire du capitalisme et propose une nouvelle lecture du développement et de la croissance. En Belgique, Ernest Mandel oppose une réponse socialiste au « Défi américain », et Jacky Nagels approfondit le concept de travail productif. En Tchécoslovaquie, Radovan Richta insiste sur les conséquences de la Révolution scientifique et technique. Dans les pays du Tiers Monde, Celso Furtado, Samir Amin, André Gunther-Franck propose une théorie du sous-développement en termes de « dépendance ».

Les grands débats théoriques

C'est dans cette ambiance intellectuelle que vont se développer une séries de débats théoriques ayant pour objet la capacité à expliquer, dans un même cadre analytique, et la croissance de l'après guerre, et l'entrée en crise. Toutes les orthodoxies antécédentes sont de

ce point de vue largement insuffisantes : la théorie keynésienne est quasiment hors jeu, dans la mesure où elle n'avait été utilisée que dans le cadre des politiques économiques de relance qui apparaissent clairement inadaptées dès le milieu des années 1970 ; la théorie néoclassique, ayant déjà fort à faire pour résister aux critiques concernant sa cohérence interne, n'a rien à dire sur la crise, sauf à y voir des « turbulences dans une économie prospère »³ ; et si l'orthodoxie marxiste retrouve avec la crise son « élément naturel » du fait de « l'éclatement des contradictions », elle peine à expliquer dans un même mouvement pourquoi elles ont permis la croissance sur une période d'une vingtaine d'années. L'hétérodoxie devient alors à la mode, et conduira à un vaste programme de recherche fondé sur l'idée qu'il existe des processus qui permettent au capitalisme d'assurer une « régulation de ses contradictions », programme à l'intérieur duquel les débats seront nombreux et vifs. Simultanément, la conjoncture sociale et les clivages politiques qu'elle induit interpellent les économistes sur quelques aspects plus précis.

La naissance des théories de la régulation

Il est remarquable que les « travaux fondateurs » de ce « programme régulationniste » aient été produits durant la décennie 1968-1978, et qu'ils se soient tous, même si c'est à des degrés divers, inspirés de la conceptualisation marxienne :

- En 1974, le service « Etudes et recherches » de l'Insee publie *La fresque historique du système productif français*, qui montre comment les variables qui assuraient la croissance (productivités du travail et du capital, taux de profit, investissement, salaires) ont subi un ralentissement dès la fin des années 1960 ; ce travail, fondé sur une analyse quantitative conséquente, donnera lieu à toute une série de polémiques concernant notamment la possibilité de mesurer le capital et le taux de profit dans une économie concrète ;
- En 1974 également, Michel Aglietta soutient une thèse intitulée *Accumulation et régulation du capitalisme en longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*⁴

³ C'est le titre d'un ouvrage collectif paru aux éditions Dunod en 1977

⁴ Elle sera publiée en 1976 sous le titre *Régulation et crises du capitalisme* aux éditions Calmann-Lévy

considérée comme « le travail fondateur » de nombreux « régulationnistes » qui tentent une synthèse des théories marxiste, keynésienne et institutionnaliste⁵ ;

- En 1975, le Collège de France accueille un colloque pluridisciplinaire consacré à « L'idée de régulation dans les sciences », au cours duquel Gérard de Bernis propose un concept de régulation économique fondé sur la définition de Georges Canguilhem : la régulation, c'est l'ajustement conformément à quelque règle ou norme, d'une pluralité de mouvements ou d'actes a priori étrangers les uns aux autres⁶.

C'est indéniablement sur la base de ces trois textes et sur les discussions qu'ils ont engendrées que se développeront les trois grandes théories de la régulation qui se sont confrontées tout au long des années 1980 :

- La « théorie parisienne », autour de Robert Boyer, qui met l'accent sur le rapport salarial fordiste et la crise de l'accumulation intensive, et qui envisage une issue post-fordiste à la crise ;
- La « théorie grenobloise », autour de Gérard de Bernis, qui développe les concepts de mode de régulation et de système productif en insistant sur l'articulation des « lois du profit » (tendance à la baisse du taux de profit général et tendance à l'égalisation des taux de profit sectoriels) ;
- La « théorie marxiste », autour de Paul Boccara, qui tente une synthèse entre la conception des ondes longues de Kondratieff et la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital.

⁵ Cf. par exemple Robert Boyer, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La découverte, 1987

⁶ Cf. « Régulation ou équilibre dans l'analyse économique », dans les Actes du Colloque publiés aux éditions Maloine-Douin, 1977

Quelques thèmes marquants

Il est évident que les grèves de 1968, et les suivantes, ainsi que la montée du chômage, ont conduit le « personnel politique » à exprimer une demande de compréhension et de lignes d'actions. Trois aspects semblent caractériser la nature des débats à ce sujet.

1. Le plus important porte sur la prise en compte des conditions de travail. Après les événements de 1968, qui avaient vu les travailleurs remettre en cause le « productivisme », les « grèves d'OS » se développent qui posent avec force la question de l'intensification du travail. Outre la création en 1973 de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, toute une série de travaux, plus ou moins réalisés à la demande des pouvoirs publics, sont publiés : rapport Delamotte sur les problèmes des OS (1972), rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise (1975), rapport Wisner sur le travail posté (1976), rapport Giraudet sur la rémunération des travailleurs manuels (1976), rapport Couste sur le travail temporaire (1978), etc. L'ensemble de ces travaux obligent les économistes à tenter d'intégrer la question des conditions de travail à leurs analyses, et à considérer l'intensité du travail comme une variable économique essentielle (c'est ainsi que la thèse de Marc Bartoli est l'une des toutes premières thèses d'économie portant explicitement sur l'intensité du travail) et à remettre en cause le taylorisme et le fordisme comme modes d'organisation du travail.
2. Viennent ensuite les polémiques sur l'interprétation du chômage. La théorie néoclassique répète inlassablement la même explication depuis un siècle : le chômage est dû à des salaires trop élevés et non flexibles à la baisse ; et la théorie keynésienne fait de même (depuis un peu moins longtemps) : le chômage est dû à une insuffisance de la demande effective. Les tentatives de synthèse effectuées par les « théoriciens du déséquilibre » (Edmond Malinvaud par exemple) et qui consiste à affirmer « qu'il y a un peu des deux » seront vivement contestées par les « régulationnistes » qui considèrent en substance que le chômage est « organisé » par les entreprises pour peser sur les salaires et la conflictualité et rétablir ainsi la rentabilité du capital. Dans ce cadre, la nature du salaire comme « valeur de la force de travail », c'est-à-dire

devant assurer la satisfaction des besoins des travailleurs, orientait les débats sur la théorie des besoins et la signification de la hiérarchie des salaires.

3. Enfin, la nature et les objectifs de la politique industrielle ont été au centre des débats portant sur la « réactualisation du Programme commun ». A l'occasion de la polémique qui a opposé les économistes du Parti communiste et ceux du Parti socialiste concernant le nombre d'entreprises qu'il convenait de nationaliser et de leurs critères de gestion, l'enjeu de ces débats portait sur la nécessité d'une politique industrielle permettant de solidifier voire de reconstruire un système productif national cohérent et relativement autonome par rapport au mouvement de transnationalisation conduit par les grandes firmes multinationales. Derrière cet enjeu se retrouvait le débat récurrent sur la place des économies nationales dans la construction européenne (coopération versus intégration).

Comme chacun pourra certainement le constater, si ce passé est récent (comme cela a été dit en introduction), du point de vue des thèmes abordés par les économistes et des débats qu'ils suscitaient, il se situe à des années lumières de la période actuelle.

- Malgré les critiques qui lui furent adressées et auxquelles elle a toujours été incapable de répondre, la théorie néoclassique est devenue la théorie dominante, pour ne pas dire la seule : le libéralisme régit la planète, l'économie de marché et la concurrence apparaissent comme des évidences, et si un économiste conteste et ose tenir un discours différent, les anathèmes remplacent le débat théorique.
- Les quelques économistes marxistes ou marxistes qui tentent toujours de faire vivre les conceptualisations de Karl Marx, telles que l'exploitation, la plus-value, la lutte des classes, etc., sont marginalisés.
- Les théories de la régulation se sont étiolées voire ont disparu, et la seule qui vitote encore (la « parisienne » évidemment) se contente de prôner la « flexsécurité » comme mode de régulation alternatif du « marché du travail ».
- Les conditions de travail sont délaissées comme objet de recherche par les économistes et sont devenues des thèmes d'ergonomes ou de sociologues ; plus aucun

économiste défend l'idée de nationalisations comme base d'une politique industrielle autonome ; plus aucun économiste travaille sur les besoins, et tous (ou peu s'en faut) acceptent de considérer le salaire comme « le prix du travail ».

Ce constat, pour sombre qu'il soit au regard de ce que furent les débats parmi les économistes de la décennie 1968-1978, n'est pas caricatural : la discussion « scientifique », argumentée théoriquement, n'est plus une caractéristique de la « science économique » d'aujourd'hui. A peine convient-il de le nuancer en faisant observer que cette discussion trouve d'autres lieux d'expression, plus politiques ou plus sociétaux : à l'occasion d'une grève, d'un référendum, d'une pétition, le goût de la polémique et des débats renaît. Mais les économistes qui y participent le font de moins en moins au nom de leurs compétences disciplinaires et de plus en plus en tant que citoyens. Ce n'est peut-être pas plus mal !